

Communiqué de presse N°014CN/FSG

La démarche inhumaine, humiliante et dégradante du Gouvernement Guinéen dans l'opération de déguerpissement des habitations de Kipé 2 :

Les Forces Sociales de Guinée se réveillent groggy ce mercredi 13 mars. Notre peine et dégoût face à la barbarie à l'œuvre à Kaporo-Rails et Kipé 2 est difficilement exprimable. Le gouvernement, agissant telle une machine irraisonnable fonçant coûte que coûte pour assouvir ses intérêts propres sans considération pour les couches les plus vulnérables de sa population et faisant table rase de ses responsabilités, nous fait honte.

Force est de constater que les appels des organisations de la société civile concernant le sort des habitants de Kaporo-Rails quelques jours plus tôt n'ont pas été entendus.

Nous ne remettons pas en cause la légalité de procéder à la récupération de zones réservées à l'Etat et lutter contre l'urbanisation anarchique. Nous convenons que cela est entrepris dans l'intérêt général des guinéens sur le long terme.

En revanche, la méthode retenue est inacceptable. En agissant de la sorte, le gouvernement contribue directement à l'apparition d'une crise humanitaire. Cela est un crime ! Rien ne justifie la violence de ce mode opératoire.

Pire encore quand l'on sait que des habitants ayant vu leur maison rasée possèdent des documents officiels attestant leur droit à occuper les lieux. Comment reste-t-il possible de prétendre vivre dans un Etat de droit ? Par ces méthodes dignes de prédateur, le gouvernement envoie un message clair à sa population : « Vous n'êtes pas tous égaux à mes yeux ».

Nous interpellons le gouvernement et exigeons de sa part qu'il fasse face à ses responsabilités car les conséquences de ses actes sur le long terme sont facilement prévisibles : accroissement de la paupérisation de la zone, de la déscolarisation et de l'insécurité (délinquance et crimes).

Il serait naïf de penser que l'ensemble de ces personnes va réussir à se refondre dans la société et rebondir sans bruit. Où doivent-elles aller ? Un plan de dédommagement et d'accompagnement des victimes doit être proposé dans les plus brefs délais.

Que les citoyens en soient convaincus, les Forces Sociales de Guinée ne les laisseront pas tomber. Nous travaillons activement à l'élaboration de mesures globales afin d'assurer que les droits de tous soient garantis. Quels qu'ils soient, où qu'ils se cachent, nous promettons que les responsables à la source de cette injustice insoutenable seront traqués et traduits en justice.



Conakry, le 13 Mars 2019

La coordination Nationale

Le chargé des Operations

Ibrahima Diallo